Conseil central DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN CSN

Notre cœur bat à gauche

PROCÈS-VERBAL
de l'assemblée générale ordinaire
du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
tenue le 4 décembre 2013
au 1601, avenue De Lorimier, Montréal

PRÉSENCES

Comité exécutif

Dominique Daigneault, présidente
Véronique De Sève, secrétaire générale
Patrice Benoît, trésorier
Manon Perron, 1re vice-présidente
Suzanne Audette, 2e vice-présidente

Conseil syndical

Ramatoulaye Diallo, immigr. et relations ethnoculturelles
Madeleine Ferland, éducation
Anick Ferland, jeunes
Lisa Courtemanche, solidarité internationale
Judith Huot, santé et services sociaux
Linda Boisclair, condition féminine
Alain Ouimet, CASS
Donald Picotte, LGBT

Dominique Daigneault et Véronique De Sève agissent respectivement comme présidente et secrétaire d'assemblée.

1. OUVERTURE

La présidente, Dominique Daigneault, débute par une minute de silence observée à la mémoire de celles et ceux qui sont morts en luttant pour la classe ouvrière ainsi qu'aux 14 femmes assassinées par Marc Lépine à l'école Polytechnique le 6 décembre 1989.

Véronique De Sève fait la lecture d'un texte écrit par les femmes du Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF) dans le cadre des 12 jours d'actions contre les violences faites aux femmes 2013.

À toi ma sœur qui vit jour après jour la peur et l'humiliation;
Mon amie qu'on enferme et à qui on retire les libertés de choisir et d'agir;
Ma nièce qu'on excise;
Ma grand-mère autochtone disparue;
Ma voisine qui a vécu le viol avec tant de mépris et de haine;
Ma copine de l'autre côté de la frontière, qu'on vend et qu'on marie sans son consentement;
Ma mère qui porte les cicatrices de tant d'années d'oppression.

À vous toutes qui êtes mortes, blessées, meurtries et êtes encore aujourd'hui prisonnières des violences.

À vous toutes, qui ne voyez pas le jour où vous pourrez vous en sortir.

Aujourd'hui, hommes et femmes du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN vous tendent la main et vous font la promesse de ne plus taire les violences dont vous êtes victimes.

Parce que le silence vous rend invisible, nous disons non aux violences faites aux femmes.

À deux jours du triste anniversaire de Polytechnique, Dominique Daigneault souligne que le 24 novembre dernier, des organisations féministes lançaient la campagne *12 jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes* sous le thème : « Les femmes sont toujours victimes de violence parce qu'elles sont des femmes » Nier les inégalités met les femmes en danger !

Quoiqu'en pensent et qu'en disent les masculinistes et autres misogynes de tout acabit, la violence exercée à l'endroit des femmes parce qu'elles sont des femmes existe encore.

Au fil du temps, des femmes se sont révoltées contre les violences subites. Elles ont brisé le silence, en rendant public ce que l'on considérait comme faisant partie de la sphère privée. On parle maintenant de violence conjugale et non plus de chicanes de ménage. Mais le défi aujourd'hui, c'est de contrer la banalisation et l'idée qu'on a atteint l'égalité, que la violence faite aux femmes, c'est dans la cour de l'autre, de ceux qui viennent d'ailleurs. Malgré le chemin parcouru, ici comme ailleurs, la lutte contre la violence faite aux femmes est loin d'être terminée et nous devons être déterminé-es à la mener jusqu'au bout.

Une autre forme de violence qui est banalisée, c'est la violence économique, la violence des classes dominantes. La violence des Walmart qui osent interpeller leurs clients pour qu'ils garnissent des paniers de Noël afin de nourrir leurs employé-es parce que le salaire qu'ils leur donnent est insuffisant pour vivre décemment.

La violence des employeurs comme ceux de Mapei et de la Commission des relations de travail qui s'en est fait complice non seulement en ordonnant la tenue d'un vote sur la dernière offre patronale mais en s'ingérant sur le nombre de personnes qui pouvaient voter et sur d'autres éléments liés au retour au travail.

La violence des gouvernements qui multiplient les politiques d'austérité sous prétexte de relancer l'économie, les compressions budgétaires et les hausses de tarifs. C'est toujours les mêmes qui doivent faire des efforts et se serrer la ceinture. Les hausses de tarifs s'ajoutent aux autres hausses de taxes et de tarifs comme la taxe santé ou la hausse des droits de scolarité, aux coupes à l'aide sociale au provincial et au saccage de l'assurance-chômage au fédéral.

Le 3 décembre, le conseil central a manifesté avec d'autres organisations syndicales et groupes populaires contre la hausse des tarifs de 5,8 % réclamée par Hydro-Québec pour le 1er avril. C'est la plus forte hausse depuis 15 ans. Cela appauvrit les plus pauvres et contribue à augmenter les inégalités sociales. De plus, les ménages les plus pauvres sont souvent doublement touchés parce que ce sont eux qui dépensent la part la plus importante de leur budget pour combler leurs besoins en énergie. Par ailleurs, les grandes industries, elles, sont exemptées de la hausse du tarif patrimonial. Deux poids, deux mesures! Malheureusement, le gouvernement se soucie davantage du bien-être des mieux nantis que de celui des autres citoyennes et citoyens. Quand, au début de son mandat le PQ a proposé d'améliorer la progressivité du système fiscal en augmentant les impôts de ceux et celles qui gagnent plus de 130 000 $, ça a soulevé un tollé chez les élites économiques. Jean-Marc Fournier, député du Parti libéral, avait même évoqué que les personnes touchées allaient souffrir d'angoisse fiscale. Le PQ s'est montré sensible à cette angoisse et a reculé. Au conseil central, on est plus empathique à l'endroit des personnes qui souffrent d'angoisse quand elles ouvrent l'enveloppe de leur compte d'Hydro!

Du côté des bonnes nouvelles, les travailleuses et les travailleurs de Kronos Canada (CSN) ont accepté à 70,8 % l'entente de principe.

Par ailleurs, Québec solidaire se chargera de rappeler au gouvernement Marois son engagement de moderniser la loi anti-briseurs de grève, une promesse non réalisée à ce jour. En effet, Françoise David a déposé à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à moderniser les dispositions du Code du travail relatives aux briseurs de grève.

La présidente conclut en rappelant que le 1er décembre était la Journée mondiale de lutte contre le sida et précise que malgré une diminution des cas, il reste beaucoup à faire.

2. APPEL DES DIRIGEANTES ET DES DIRIGEANTS

Véronique De Sève fait l'appel des membres de l'exécutif et du conseil syndical.

3. PRÉSENCE DES DÉLÉGUÉ-ES DU GRAND NORD

Dominique Daigneault souligne que nous n'avons pas de délégué-e du Grand Nord ce soir.

4. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Véronique De Sève fait la présentation de l'ordre du jour :

1. Ouverture
2. Appel des dirigeantes et des dirigeants
3. Présence des délégué-es du Grand Nord
4. Lecture et adoption de l'ordre du jour
5. Adoption du procès-verbal de l'assemblée générale du 6 novembre 2013
6. Admission des visiteuses et des visiteurs
7. Affiliation des nouveaux syndicats
8. Accréditation des nouvelles et des nouveaux délégués
9. Conflit
    - CRDITED de Montréal
10. États financiers
11. Accord économique et commercial global (AÉCG)
    - Invité Claude Vaillancourt d'Attac-Québec et du RQIC
12. Campagne *Et si on avançait*
13. Avis d'élection : responsable comité environnement et développement durable
14. Points divers

Verre de l'amitié

Il est proposé par Normand Viau
appuyé par Reine Desmarais

Que l'on adopte l'ordre du jour tel que présenté.

ADOPTÉ

5. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE DU 6 NOVEMBRE 2013

Il est proposé par Daniel Dubé
Appuyé par Martin Renaud

Que l'on adopte le procès-verbal de l'assemblée générale du 6 novembre 2013, tel que présenté en corrigeant le nom d'un des délégués officiels du STT du CSSS Ahuntsic Montréal-Nord-CSN, soit Doug-Scott Lorvil.

ADOPTÉ

6. ADMISSION DES VISITEUSES ET VISITEURS

Il est proposé par Robert Poisson
Appuyé par Sylvain Tremblay

Que l'on admette les visiteuses et les visiteurs.

ADOPTÉ

7. AFFILIATION DES NOUVEAUX SYNDICATS

Josette Côté, conseillère à la syndicalisation, présente les syndicats en instance d'accréditation et les syndicats à affilier.

Il est proposé par Pascal René-De Cotret
Appuyé par Anick Ferland

Que l'on accueille et affilie le syndicat suivant :

- **Syndicat des travailleuses et travailleurs de W Hôtels Montréal−CSN**

ADOPTÉ

8. ACCRÉDITATION DES NOUVELLES ET NOUVEAUX DÉLÉGUÉ-ES

Mona Edma, du comité des lettres de créance, présente la liste des nouvelles et nouveaux délégués.

Il est proposé par Mona Edma
Appuyé par Richard Gagnon

Que l'on accrédite les nouvelles et nouveaux délégué-es**.**

S.T.E.P.S.S.S.Q.	Dominique Pallanca AGO
S.T.E.P.S.S.S.Q.	Laurier Courtemanche AGO
S.T.E.P.S.S.S.Q.	Sophie Drapeau AGO
S.T.E.P.S.S.S.Q.	Évelyne Crépeau AGO
STT Clinique commun. de Pointe St-Charles-CSN	Alain Benoît AGO
STT Clinique commun.de Pointe St-Charles-CSN	Marcel Sévigny AGS
Association profes. du personnel administratif (CSN)	Zoé Décarie AGO
STT du stationnement de la RIO (CSN)	Martine de Lorimier AGO
STT du stationnement de la RIO (CSN)	Alain Hénault AGS
STT des autobus La Montréalaise-CSN	Françoise Desmarteaux AGS
STT des autobus La Montréalaise-CSN	Danielle Fournier AGO

ADOPTÉ

9. CONFLITS

Reine Desmarais, présidente du STTCRDITED de Montréal dresse le portrait de la situation des 130 travailleuses et travailleurs mis à pied en avril 2011. Après des interventions aux CA et au bureau du ministre Réjean Hébert, et de multiples tentatives de trouver un dénouement qui n'aboutit pas, le syndicat demandera une injonction. Les délégué-es sont invités à venir rencontrer les membres du STTCRDITED qui aura une table dans le hall de la CSN, le 17 décembre pour vendre un objet de solidarité. Spontanément, une collecte s'organise dans la salle pour que ceux et celles qui n'auront pas l'occasion de contribuer le 17 décembre puissent le faire maintenant. Un montant de 250 $ est amassé.

Il est proposé par Lyne Lepage
Appuyé par Marie-Thérèse Charron

De recevoir le rapport verbal présenté par Reine Desmarais.

ADOPTÉ

10. ÉTATS FINANCIERS

Patrice Benoît invite Marie Lebel, Manon Lavoie et Patrice Lorrain-Chenu du comité de surveillance à se joindre à lui pour la présentation des états financiers. Après avoir présenté les états financiers au 30 juin 2013, Manon Lavoie fait la lecture du rapport du comité de surveillance.

Il est proposé par Louise Lizotte
appuyé par Jean-Pierre Bourgault

De recevoir le rapport du comité de surveillance sur les finances, lequel recommande l'adoption des états financiers au 30 juin 2013.

ADOPTÉ

11. ACCORD ECONOMIQUE ET COMMERCIAL GLOBAL (AÉCG)

Claude Vaillancourt d'Attac-Québec et du RQIC fait une présentation à l'assemblée générale sur l'AÉCG. D'entrée de jeu, M. Vaillancourt explique à l'assemblée que tout n'est pas perdu, il est encore temps d'agir. Même s'il y a eu une entente de principe le 18 octobre, l'accord n'est pas conclu et nous avons six mois devant nous pour renverser la vapeur. La lutte sera difficile certes, mais le jeu en vaut la chandelle. Il nous invite à dénoncer cet accord négocié en catimini et à signer la pétition qui demande au gouvernement du Québec de dévoiler les textes et les analyses relatifs à l'entente de principe sur l'AÉCG et d'organiser un large débat public sur le contenu de cet accord.

Les enjeux principaux sont les suivants :

- Marchés publics (possibilité pour d'autres pays de répondre aux appels d'offre dans plusieurs secteurs : santé, éducation, Hydro-Québec, services municipaux)
- Protection de l'investissement (permet à des compagnies de poursuivre les gouvernements par le biais de tribunaux d'experts dont les procédures sont hermétiques)
- Propriété intellectuelle (touche particulièrement les médicaments d'origine qui verront leurs brevets prolongés ayant pour résultat des coûts plus élevés pour la santé)
- Agriculture (le paysage agricole serait transformé au Québec, les petits producteurs ne seraient pas en mesure d'affronter la concurrence européenne)
- Culture (même si le Canada et l'Europe ont signé la convention sur la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles, qui a pour objectif d'exclure la culture des accords commerciaux, la culture a été négociée dans l'accord)
- Mobilité de la main-d'œuvre (il y aurait mobilité temporaire de la main-d'œuvre)

Selon les informations obtenues, le Canada est en position de faiblesse. Si bien, que l'Union européenne s'est vue surprise d'avoir tout aussi facilement.

Il est proposé par Martin Renaud
appuyé par Linda Boisclair

Que l'assemblée générale du CCMM−CSN reçoive le rapport de Claude Vaillancourt et que les délégué-es encouragent les membres de leur syndicat à signer la pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale.

ADOPTÉ

12. CAMPAGNE *ET SI ON AVANÇAIT*

Dominique Daigneault rappelle aux délégué-es que jusqu'à présent 71 syndicats ont été rencontrés ou sont sur le point de l'être (en assemblée générale, conseil syndical ou lors de kiosques). La présidente confirme que la campagne se poursuivra tout au long de l'hiver et que les syndicats qui ne l'ont pas encore fait peuvent nous inviter à aller les rencontrer.

Les assemblées publiques qui ont eu lieu les 20, 27 et 28 novembre, bien que différentes, étaient toutes intéressantes. L'objectif quantitatif n'a pas été atteint mais au plan qualitatif, on peut dire « mission accomplie ». Dominique profite de l'occasion pour suggérer aux professeurs d'inviter leurs étudiants à participer à la 4e rencontre qui aura lieu cet hiver.

13. AVIS D'ELECTION : RESPONSABLE AU COMITE ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Véronique De Sève indique aux délégué-es de l'assemblée générale que Sarah G. Som a démissionné comme responsable du comité environnement et développement durable pour raison d'études. Elle informe donc les délégué-es que tel que stipulé à l'article 40 c)-1 des statuts et règlements du conseil central, le comité exécutif dépose un avis d'élection afin de combler le poste de responsable au comité environnement et développement durable lors de l'assemblée générale du 29 janvier 2014.

14. DIVERS

Points d'information

- 6 décembre : à 12 h 30 devant le Palais de justice de Montréal, se clôturera l'édition 2013 de la campagne des 12 jours d'action contre la violence envers les femmes avec un rassemblement public, afin de commémorer le souvenir des 14 femmes victimes de la tuerie de Polytechnique de 1989.

- Des cartes-ressources pour les femmes victimes de violence conjugale sont disponibles.
- Accord de libre-échange Canda – Union européenne : pétition à signer.
- Campagne de financement du Centre Saint-Pierre.
- *Livre vert* sur les améliorations à apporter au régime de santé et de sécurité du travail.
- Inscription au Réseau de solidarité.
- Formation en anglais *Union executive 1*.

Les délégué-es sont invités à monter pour le verre de l'amitié.

LEVEE DE L'ASSEMBLEE

Il est proposé par Louise Alain
appuyé par Chantal Morin

Que l'on ajourne immédiatement.

ADOPTÉ

La réunion est levée à 9 h 30.

Dominique Daigneault
Présidente

Véronique De Sève
Secrétaire générale

Nombre de délégué-es à l'assemblée : 76

Femmes : 40
Hommes : 36

Officiel-les : 74
Substituts : 2